

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 28 (1991)
Heft: 1025

Rubrik: [Impressum]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 22.12.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

L'INVITÉ DE DP

GATT: La dernière ligne droite ?

Les négociations de l'Uruguay round, sous l'égide du GATT, suspendues à Bruxelles en décembre à cause de l'impasse dans la question de la libéralisation des échanges agricoles, ont repris sous la forme de contacts multilatéraux tous azimuts. Sur quel (des) accord débouchera cette dernière ligne droite ? La guerre commerciale va-t-elle s'intensifier entre les grands blocs économiques (Communauté européenne, Amérique du Nord, zone Pacifique) ? Les pays en voie de développement vont-ils bénéficier d'un traitement différencié ? Les pronostics sont modérément optimistes sur les possibilités d'un accord dans les quinze domaines en négociation (textiles, services, propriété intellectuelle, etc); beaucoup dépendra du compromis réalisé dans le dossier agricole. Pour l'heure, un éclairage Nord-Sud sur les chances et les paradoxes de la libéralisation agricole en cours.

Après s'être fait longtemps tirer l'oreille, la Communauté européenne planche activement sur une réforme en profondeur de la politique agricole commune (PAC). La manne des subventions communautaires (36 milliards de dollars de soutien à l'agriculture en 1990, la moitié du budget de la CE) va être redistribuée en tenant compte de la production et de la protection de l'environnement (par des aides directes), en

abandonnant progressivement la politique de prix garantis aux agriculteurs. Objectifs avoués: en finir avec une agriculture polluante, réduire les surproductions, maîtriser les dépenses qui explosent... tout en maintenant un maximum d'agriculteurs sur leur terre. On ne peut qu'applaudir aux principes, mais dans l'application gare à la bataille entre agriculteurs (en France, 20% de ceux-ci assurent 80% de la production) et entre pays agro-exportateurs (les exportations agro-alimentaires rapportent plus de 50 milliards de FF à la France par année). Même si le contexte est différent, une semblable réorientation de l'agriculture suisse est en cours: élargissement des paiements directs pour les fonctions non agricoles, diminution des prix garantis. Si ce virage de la «multifonctionnalité» de l'agriculture (environnement, sécurité alimentaire, peuplement rural, etc) est pris, le GATT tant décrié aura joué sans le vouloir le rôle d'un utile père fouettard.

Une planète à croquer

Cela bouge aussi à l'autre bout de la planète: raisins, pommes, pêches... le Chili de Pinochet et de la nouvelle démocratie est devenu de loin le leader des exportations fruticoles du

monde: un milliard de dollars par an. Ses atouts: un climat tempéré favorable, de l'eau et des terres en abondance, une main-d'œuvre à 0,50 dollar l'heure et des multinationales bien implantées. Leader de la contre-saison sur le marché américain, les Chiliens n'attendent plus qu'ils réclament à grands cris avec les Etats-Unis, l'Australie, l'Argentine, le Brésil et d'autres pour accentuer leur présence en Europe. Aux fruits se joignent aussi le vin, les légumes que des entreprises nationales de taille moyenne créées par des producteurs se proposent de fournir sur les marchés d'Asie du Sud-Est et aux pays de l'Est. Un Chilien, fonctionnaire au ministère du commerce extérieur et opposant de toujours au régime Pinochet, rencontré à Bruxelles en décembre, résume les paradoxes: *«En prenant le pouvoir, la nouvelle démocratie chilienne s'est rendu compte que ce modèle agro-exportateur, libre-échangiste, fonctionnait. Plus d'un million de personnes sont engagées au moment des récoltes; sur le plan extérieur, après le marché nord-américain, nous voulons conquérir maintenant de nouveaux marchés de contre-saison, entre autres en Europe; sur le plan intérieur, nous devons viser une meilleure répartition des revenus, pour le reste ça marche.»*

A ma question sur les coûts énergétiques et la dépendance, il précise: *«L'exportation surtout est contrôlée par des multinationales, mais de nombreuses sociétés chiliennes y sont également présentes; ces concentrations existent aussi chez vous dans la distribution. Concernant l'environnement, c'est le nouvel argument que beaucoup de gens au Nord nous opposent, chaque fois que nous avons une filière d'exportation qui marche; et vous au Nord, vos exportations, vos touristes, vos experts, vos technologies... en avez-vous calculé le coût écologique et social ?»* Perplexité...

Intégrer tous les coûts

Répétons-le, le Nord produit 75% des gaz à effet de serre; les coûts sociaux et écologiques de la mobilité, de l'épuisement des ressources non renouvelables, des déchets, des mesures de protection, etc ne sont pas

DP Domaine Public

Rédacteur responsable: Jean-Daniel Delley (jd)

Rédacteur: Pierre Imhof (pi)

Ont également collaboré à ce numéro:

Gabrielle Antille (ga)

Jean-Pierre Bossy (jpb),

François Brutsch (fb)

Jeanlouis Cornuz,

André Gavillet (ag)

Jacques Guyaz (jg),

Yvette Jaggi (yj)

Charles-F. Pochon (cfp)

L'invité de DP: Mario Carera

Abonnement: 70 francs pour une année

Administration, rédaction: Saint-Pierre 1, case postale 2612, 1002 Lausanne

Téléphone: 021 312 69 10

Télécopie: 021 312 80 40 - **CCP:** 10-15527-9

Composition et maquette: Françoise Gavillet, Pierre Imhof, Monique Hennin

Impression: Imprimerie des Arts et Métiers, Renens